

Alors que la mobilisation contre la retraite à 64 se poursuit, **Macron ouvre un nouveau front dans sa guerre menée contre les pauvres : la «réforme» du lycée professionnel.** Un objectif prioritaire : fournir davantage de main d'œuvre à bas coût et assurer plus de profits aux patrons, comme si ces derniers ne s'étaient pas déjà gavés ces dernières années.

Pour Macron, la difficulté d'embauche pour les jeunes c'est la faute du lycée professionnel et son organisation. Bien sûr, il est juge et partie : il omet de parler de la casse progressive de l'école publique commencée il y a longtemps et soigneusement poursuivie par son gouvernement depuis le début de son mandat.

Pour Macron, les élèves c'est de la chair à patron !

Pour augmenter l'employabilité des jeunes dès l'après bac, il impose une **augmentation des périodes de stage de 50 % pour les élèves de Terminale qui ne souhaitent pas poursuivre après le diplôme.** A moins de bouleverser, le reste de l'année, les obligations de service des personnels et le volume hebdomadaire de cours, les enseignements vont diminuer, rendant caducs les référentiels actuels. C'est une **perte de savoirs et de savoir-faire** pour des élèves majoritairement issus-es de milieux défavorisés qui se voient encore davantage assigné-es aux études courtes sans possibilité de poursuite ou de reprise future d'études supérieures.

Le gouvernement assume avec cynisme sa rupture avec le projet égalitaire de l'institution : le LP comme lieu d'émancipation des enfants de la classe ouvrière. Il lui oppose une orientation forcée : les élèves les plus pauvres, attiré-es par les quatre semaines de stage supplémentaires et la promesse d'une meilleure rémunération seraient poussé-es à terminer leur année de Terminale en entreprise. Une telle durée a tout d'une forme de période d'essai déguisée, sans garantie d'embauche ni du respect du droit du travail. Il n'est pas inutile de rappeler ici que les apprenti-es et les jeunes travailleur-euses représentent largement un public à risque pour les accidents au travail : 10 000 accidents pour les apprenti-es pour l'année 2019. Des cours supplémentaires seront proposés aux autres élèves qui auront donc davantage de moyens. De fait le diplôme professionnel sera à double vitesse.

Cette gestion inégalitaire des élèves pose un problème à la fois politique, économique et sociologique. Comme « vitrine » de sa réforme, Macron annonce une indemnisation des stagiaires qui pourrait aller de 50 à 100 euros par semaine. Celle-ci sera entièrement à la charge de l'état c'est à dire financée par nous tous-tes. Le patronat n'aura donc pas à mettre la main à la poche : c'est tout bénéf !

On peut aussi dire qu'il vient de créer une **nouvelle catégorie de sous-travailleur-euses pauvres**, payé-s 1,4 € l'heure ou bien 20 heures payées 500 € (un RSA) alors qu'un mi-temps (17,5h) au SMIC c'est 775 € ! En marche vers la casse des salaires !

Un véritable plan social et les dangers du Pacte version LP

Ce projet qui tend à rapprocher dans ses objectifs le Lycée professionnel de la formation par alternance est perfide : le gouvernement annonce la rémunération des stages mais dans le même temps il planifie la fermeture des filières diplômantes, entre autres une majorité de celles qui dans le tertiaire attireraient les jeunes filles (quelques temps après l'hécatombe en GA...). **La brutalité de la suppression des filières est d'autant plus criante qu'elles seraient effectives dès septembre :** quid des élèves de troisième ayant presque bouclé leur dossier d'orientation ? Ces fermetures ne déboucheront pas sur les embauches annoncées ni sur de meilleures conditions pour le personnel enseignant : **il s'agit en réalité d'un véritable plan social !** Pap N'Diaye le confirme quand il déclare laconiquement le 5 mai, que les enseignant-es de l'enseignement pro pourraient

rejoindre l'enseignement primaire ou le collège.

Un « bureau des entreprises » verra le jour dans chaque établissement avec l'objectif limpide de « rapprocher » l'École du « monde de l'entreprise ». Cela ressemble à une **mise sous tutelle de l'enseignement et de la formation pour la mettre au service des intérêts privés du patronat**. N'oublions pas que Macron et sa clique souhaitent développer l'apprentissage au sein des EPLE en accélérant la mise en place de la mixité des publics (apprentis/élèves en formation initiale) et des parcours : le patronat fait un pas de plus dans nos établissements...

Dans les faits, quelles seront exactement les missions de ces bureaux ? Aider les élèves à trouver un stage ? Assurer les liens entreprises/lycée ? Dans ce cas, que deviennent les DDFP et leurs adjoint·es ?

Macron parle aussi de revalorisation des enseignant·es volontaires, qui se traduit par une **charge de travail supplémentaire rétribuée jusqu'à 7500 euros brut par an, à condition de se soumettre à l'obligation d'une charge de travail dont on ne connaît pas les limites, il ne s'agit certainement pas d'une hausse de salaire**. Dans cette version LP du Pacte Pap N'Diaye, l'avenir y compris pour les enseignant·es c'est de travailler plus pour gagner moins ! Le Pacte permet surtout de ne pas embaucher et de supprimer des postes ! Annualisation des missions, gestion de la mixité des publics : toujours le même but inavoué : casser nos métiers, casser le statut de LP ! **Accepter des missions supplémentaires ne fera qu'aggraver nos conditions de travail. Nous appelons les collègues à refuser de signer le Pacte, véritable machine à broyer nos métiers !**

Pour défendre la voie pro : (re)mobilisons-nous !

Rien dans ces annonces de Saintes ne nous satisfait ni ne répond aux besoins de formation des élèves !

Les personnels des lycées pro et agricoles s'étaient massivement mobilisé·es par la grève il y a quelques mois. Macron, N'Diaye et Grandjean avaient fait marche arrière sur le rallongement de la durée des stages. Ils reviennent à la charge avec la même idée : un lycée pro à la solde des intérêts des patronats locaux et la même politique austéritaire que d'habitude en matière de postes !

Il va falloir organiser la riposte !

MACRON REVIENT À LA CHARGE CONTRE LA VOIE PRO : MOBILISONS-NOUS !

07/05/2023



Alors que la mobilisation contre la retraite à 64 se poursuit, **Macron ouvre un nouveau front dans sa guerre menée contre les pauvres : la « réforme » du lycée professionnel.** Un objectif prioritaire : fournir davantage de main d'œuvre à bas coût et assurer plus de profits aux patrons, comme si ces derniers ne s'étaient pas déjà gavés ces dernières années.

Pour Macron, la difficulté d'embauche pour les jeunes c'est la faute du lycée professionnel et son organisation. Bien sûr, il est juge et partie : il omet de parler de la casse progressive de l'école publique commencée il y a longtemps et soigneusement poursuivie par son gouvernement depuis le début de son mandat.

POUR MACRON, LES ÉLÈVES C'EST DE LA CHAIR À PATRON !

Pour augmenter l'employabilité des jeunes dès l'après bac, il impose **une augmentation des périodes de stage de 50 % pour les élèves de Terminale qui ne souhaitent pas poursuivre après le diplôme.** A moins de bouleverser, le reste de l'année, les obligations de service des personnels et le volume hebdomadaire de cours, les enseignements vont diminuer, rendant caducs les référentiels actuels. **C'est une perte de savoirs et de savoir-faire** pour des élèves majoritairement issu-es de milieux défavorisés qui se voient encore davantage assigné-es aux études courtes sans possibilité de poursuite ou de reprise future d'études supérieures.

Le gouvernement assume avec cynisme sa rupture avec le projet égalitaire de l'institution : le LP comme lieu d'émancipation des enfants de la classe ouvrière. Il lui oppose une orientation forcée : les élèves les plus pauvres, attiré-es par les quatre semaines de stage supplémentaires et la promesse d'une meilleure rémunération seraient poussé-es à terminer leur année de Terminale en entreprise. Une telle durée a tout d'une forme de période d'essai déguisée, sans garantie d'embauche ni du respect du droit du travail. Il n'est pas inutile de rappeler ici que **les apprenti-es et les jeunes travailleur-euses représentent largement un public à risque pour les accidents au travail : 10 000 accidents pour les apprenti-es pour l'année 2019.** Des cours supplémentaires seront proposés aux autres élèves qui auront donc davantage de moyens. De fait le diplôme professionnel sera à double vitesse.

Cette gestion inégalitaire des élèves pose un problème à la fois politique, économique et sociologique. Comme « vitrine » de sa réforme, Macron annonce une indemnisation des stagiaires qui pourrait aller de 50 à 100 euros par semaine. Celle-ci sera entièrement à la charge de l'état c'est à dire financée par nous tous-tes. Le patronat n'aura donc pas à mettre la main à la poche : c'est tout bénéfice !

On peut aussi dire qu'il vient de créer une nouvelle catégorie de sous-travailleur-euses pauvres, payé-s 1,4 € l'heure ou bien 20 heures payées 500 € (un RSA) alors qu'un mi-temps (17,5h) au SMIC c'est 775 € ! En marche vers la casse des salaires !



UN VÉRITABLE PLAN SOCIAL ET LES DANGERS DU PACTE VERSION LP

Ce projet qui tend à rapprocher dans ses objectifs le Lycée professionnel de la formation par alternance est perfide : le gouvernement annonce la rémunération des stages mais dans le même temps il planifie la fermeture des filières diplômantes, entre autres une majorité de celles qui dans le tertiaire attirent les jeunes filles (quelques temps après l'hécatombe en GA...). La brutalité de la suppression des filières est d'autant plus criante qu'elles seraient effectives dès septembre : quid des élèves de troisième ayant presque bouclé leur dossier d'orientation ? Ces fermetures ne déboucheront pas sur les embauches annoncées ni sur de meilleures conditions pour le personnel enseignant : **il s'agit en réalité d'un véritable plan social** ! Pap N'Diaye le confirme quand il déclare laconiquement le 5 mai, que les enseignant-es de l'enseignement pourraient rejoindre l'enseignement primaire ou le collège.

Un « bureau des entreprises » verra le jour dans chaque établissement avec l'objectif limpide de « rapprocher » l'École du « monde de l'entreprise ». **Cela ressemble à une mise sous tutelle de l'enseignement et de la formation pour la mettre au service des intérêts privés du patronat.** N'oublions pas que Macron et sa clique souhaitent

développer l'apprentissage au sein des EPLE en accélérant la mise en place de la mixité des publics (apprentis/élèves en formation initiale) et des parcours : le patronat fait un pas de plus dans nos établissements...

Dans les faits, quelles seront exactement les missions de ces bureaux ? Aider les élèves à trouver un stage ? Assurer les liens entreprises/lycée ? Dans ce cas, que deviennent les DDFP et leurs adjoint-es ?

Macron parle aussi de revalorisation des enseignant-es volontaires, qui se traduit par **une charge de travail supplémentaire rétribuée jusqu'à 7500 euros brut par an, à condition de se soumettre à l'obligation d'une charge de travail dont on ne connaît pas les limites, il ne s'agit certainement pas d'une hausse de salaire.** Dans cette version LP du Pacte Pap N'Diaye, l'avenir y compris pour les enseignant-es c'est de travailler plus pour gagner moins ! Le Pacte permet surtout de ne pas embaucher et de supprimer des postes ! Annualisation des missions, gestion de la mixité des publics : toujours le même but inavoué : casser nos métiers, casser le statut de LP ! **Accepter des missions supplémentaires ne fera qu'aggraver nos conditions de travail. Nous appelons les collègues à refuser de signer le Pacte, véritable machine à broyer nos métiers !**

POUR DÉFENDRE LA VOIE PRO : (RE)MOBILISONS-NOUS !

Rien dans ces annonces de Saintes ne nous satisfait ni ne répond aux besoins de formation des élèves !

Les personnels des lycées pro et agricoles s'étaient massivement mobilisés par la grève il y a quelques mois. Macron, N'Diaye e Grandjean avaient fait marche arrière sur le rallongement de la durée des stages. Ils reviennent à la charge avec la même idée : un lycée pro à la solde des intérêts des patronats locaux et la même politique austéritaire que d'habitude en matière de postes !

Il va falloir organiser la riposte !

CNT-Solidarité Ouvrière

Éducation / Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

 EducationCNTSO  [educationso](https://twitter.com/educationso) www.cnt-so.org

